

L'Europe s'enferme

- Le vice-ministre hongrois des Affaires étrangères livre le point de vue de Budapest sur la crise de l'asile. Ses réponses, parfois surprenantes, sont passées au crible.
- De son côté, le Slovaque Fico tire sur la corde xénophobe.
- Les pays nordiques rétablissent les contrôles aux frontières.

La crise des réfugiés, selon la Hongrie

A lors que les Etats membres de l'Union européenne sont plus que jamais divisés sur la crise migratoire, la Hongrie est perçue comme le ténor des pays européens qui s'opposent à la politique d'accueil prônée par l'Union. L'hebdomadaire "Politico" a d'ailleurs décerné au Premier ministre Viktor Orban la palme de l'Européen le plus influent de l'année pour "avoir fait basculer le débat sur la façon d'accueillir les réfugiés vers un débat sur la façon de les arrêter".

La Hongrie a en effet adopté une législation très sévère à l'égard des réfugiés et érigé des clôtures le long de ses frontières avec ses voisins des Balkans. Parallèlement, Budapest dénonce "l'hypocrisie" des pays occidentaux qui critiquent sa politique, ainsi que le "bashing" dont la

Hongrie fait l'objet dans les médias occidentaux.

L'ambassade de Hongrie à Bruxelles a donc adopté une politique d'ouverture envers les journalistes, désirant expliquer, et justifier, la politique migratoire du pays. C'est dans cette optique que "La Libre" a été sollicitée pour faire l'interview de Laszlo Szabo, vice-ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, lors de son passage à Bruxelles, le 10 décembre dernier.

"La Libre" s'est livrée à un fact-checking de cette interview, dans laquelle se mélangent des propos à l'emporte-pièce – "On ne vend plus d'alcool à Molenbeek" –, des imprécisions, mais aussi certaines vérités traduisant le point de vue de Budapest.

M.U.

Depuis les attentats de Paris, le Premier ministre hongrois Viktor Orban a martelé qu'il s'agit là d'une preuve que les terroristes sont des réfugiés. N'y a-t-il pas ici le risque de perpétrer l'amalgame entre réfugiés et terroristes ?

Sa réponse "Non et ce n'était pas son intention. Il a dit que le flux incontrôlable de migrants augmente le risque des attaques terroristes. Nous avons ici des centaines, des milliers de personnes qui viennent en Europe sans révéler leur identité. On ne sait pas qui ils sont, d'où ils viennent, quelles sont leurs intentions. Des personnes qui tuent au nom d'Allah, voilà ce qu'il s'est passé à Paris. C'est cela que nous craignons. Et c'est un risque qui grandit avec ce flux. Personne ne dit que les migrants sont tous des terroristes. Mais la plupart des terroristes sont des migrants. Et pas nécessairement récents, ce peut être une deuxième ou une troisième génération de migrants qui ne se sont jamais intégrés dans la société".

Faux Si deux des assaillants de Paris semblent avoir utilisé des faux passeports syriens pour prendre la route des Balkans vers l'Europe, la majorité des protagonistes des attentats terroristes sont français. Et là, une précision s'impose, estime Marco Martiniello, directeur de recherche du FNRS à l'Université de Liège et spécialiste des questions migratoires. "Les deuxième et troisième générations ne peuvent pas être considérées comme des migrants, tout simplement car ils ne sont venus de nulle part. Ce sont des personnes nées en Europe, dont les parents ou les grands-parents ont migré, mais ce sont des citoyens européens à part entière."

En outre, les terroristes ne sont pas tous des islamistes radicaux, loin de là. Ainsi, d'après le rapport "Global terrorism Index 2015", le fondamentalisme islamique est loin d'être la cause principale des actes de terrorisme en Occident, au cours des neuf dernières années. "80% des décès dus au terrorisme sont le résultat d'actes commis par des loups solitaires motivés par l'extrémisme politique de droite, le nationalisme, un sentiment hostile au gouvernement ou d'autres formes de suprématisme", constate le rapport.

Pensez-vous que le sentiment de peur et xénophobe grandit au sein de la société hongroise ?

Sa réponse "Non. Nous sommes un petit pays qui a toujours été occupé par des grandes nations. Nous avons tellement d'influences de la part de la Turquie, du Moyen-Orient. Il y a une communauté islamique dans notre pays depuis plus de mille ans, une des plus grandes communautés juives de l'Europe, une communauté rom et des minorités aussi slaves. Mais, nous sommes un pays chrétien, tout comme l'Europe est un continent chrétien. Et nous ne voulons pas que cela change. Nous ne voulons pas devenir une minorité dans notre propre pays."

Vrai En effet, au XVI^e siècle, la Hongrie se trouva sous domination turque pendant 150 ans. Et ce fut le début d'une histoire marquée par une suite d'invasions et de dominations étrangères. Aujourd'hui, la Hongrie abrite une multitude de minorités ethniques qui représentent 10% de sa population.

... et faux Mais aujourd'hui nous sommes encore loin d'une "invasion" ou d'un scénario où les citoyens d'un quelconque pays deviendraient minoritaires. D'après une étude de "The Economist" publiée en janvier 2015, les Hongrois pensent qu'il y a 7% de musulmans dans leur pays, alors qu'ils ne sont que 0,1%. En 2015, le dernier décompte faisait état de 1 005 504 entrées de migrants en Europe, par voies maritime et terrestre. Ce nombre équivaut à 0,2% de la population européenne qui compte plus de 500 millions de citoyens. D'autant que, sur les quelque 5 millions de réfugiés ayant fui la Syrie, 98% se trouvent dans les pays limitrophes, dont la Turquie et le Liban.

Pour ce qui est de l'argument religieux, Marco Martiniello considère que si l'Europe a été historiquement un continent chrétien, ce n'est plus nécessairement le cas aujourd'hui, compte tenu de l'énorme diversité de croyances qui s'y mêlent. De son côté, le Haut-commissaire de l'Onu pour les réfugiés, Antonio Guterres, a déclaré qu'une "une Europe qui rejette les Syriens, en particulier parce qu'ils sont musulmans, aide la propagande de Daech".

Pourquoi avez-vous décidé d'attaquer en justice le système de "quotas de réfugiés" à répartir entre États membres ?

Sa réponse "Je vais vous raconter une blague. Deux personnes sont dans une pièce. Du plafond, de l'eau coule. Moi je dis, "on devrait aller trouver le tuyau d'où vient cette eau et le fermer". Eux disent "non, nous devons décider comment distribuer l'eau dans les différentes pièces". Et ils ne voudront pas négocier. Ils vont dire "cette pièce prend autant d'eau, celle-là autant, etc". Si on veut être politiquement correct et solidaire, on doit accepter les quotas, alors que les quotas ne sont pas une solution. En septembre, l'UE faisait une proposition de relocaliser 40 000 migrants, deux semaines plus tard, c'était 60 000. Maintenant c'est 120 000. Nous avons déjà plus d'un million de personnes en Allemagne. De quoi on parle ?"

Vrai A peine la Commission a-t-elle proposé cette idée que les pays du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) ont dénoncé ce principe au nom de leur souveraineté nationale. A défaut de pouvoir imposer stricto sensu des quotas de réfugiés à accueillir pour chaque Etat membre, la répartition s'est donc faite sur une base volontaire... devenue contraignante dès lors que cette décision a été endossée par les Vingt-huit. La République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie ont porté plainte devant la Cour de justice de l'Union européenne contre ce système qui, de toute façon, s'avère inopérant: 200 réfugiés à peine ont été relocalisés. Plusieurs éléments expliquent l'échec de cette approche. Certains analystes ont pointé le fait que les migrants quittent leur pays avec un but de destination précis, parce que des membres de leur famille sont implantés ou qu'ils connaissent la langue. De plus, une fois qu'ils ont obtenu le statut de demandeur d'asile, les réfugiés jouissent du droit de circuler librement sur le territoire européen.

... et faux Cependant, c'est surtout un manque de consensus sur les réponses à apporter à la crise migratoire ou sur les obligations qui incombent aux Etats membres qui bloque toute gestion cohérente. "Le terme quota fait peur, mais en réalité, quel autre moyen y a-t-il pour faire en sorte que la solidarité européenne soit comprise comme une obligation et pas un choix ?", interroge M. Martiniello.

Au vu de cette situation exceptionnelle, le règlement de Dublin peut-il encore être appliqué, selon vous ?

Sa réponse "Tout membre de Schengen doit assumer son obligation de respecter la législation européenne. Il faut notamment protéger ses frontières extérieures et la Hongrie est une des seules à le faire. Donc, si la Grèce et l'Italie ne peuvent pas protéger leurs frontières ou enregistrer et gérer les demandes d'asile dans leur pays, ils enfreignent les réglementations européennes. La Hongrie est prête à donner un coup de main. D'ailleurs, plusieurs pays de l'Est ont offert des centaines de personnes à (l'agence européenne de surveillance et de contrôle des frontières) Frontex, et nous sommes prêts à en offrir plus. Le ministre grec des Affaires extérieures clame haut et fort qu'il est impossible de contrôler les frontières de la Grèce. Moi, je dis que c'est possible."

Vrai Selon le règlement de Dublin II, l'examen d'une demande d'asile est à la charge de l'Etat membre par lequel le demandeur d'asile a fait son entrée dans l'Union. Une règle qui atteint aujourd'hui ses limites puisqu'elle fait peser tout le poids de l'accueil sur la Grèce ou l'Italie, qui peinent à enregistrer l'ensemble des migrants entrant sur leur territoire.

... et faux Mais les pays européens ne doivent pas appliquer Dublin aveuglément, comme l'ont démontré plusieurs décisions de la Cour européenne des droits de l'homme. En 2011, la Belgique a été condamnée pour avoir renvoyé en Grèce un Afghan arrivé en Europe via ce pays, tout en étant consciente des conditions insalubres dans lesquelles les migrants y étaient accueillis.

M. Martiniello ajoute, quant à lui, "que les réfugiés viennent en Europe, non pas en Grèce. Le problème de l'asile est donc un problème européen, et non pas grec ou italien, et doit être géré comme tel. N'oublions pas qu'il existe aujourd'hui une procédure en cours au niveau de l'Union dont l'objectif est de voir à quel point la Hongrie respecte les valeurs européennes. Dès lors, lorsque la Hongrie se présente comme le défenseur du droit européen, ça ne tient pas la route".

Comment devraient donc être organisés, selon vous, l'accueil et la protection des réfugiés dans l'Union européenne ?

Sa réponse "La Convention de Genève dit que nous devons donner un abri à ceux qui fuient la guerre dans les régions les plus proches. Vous savez combien de pays sûrs il faut traverser avant d'arriver en Hongrie ou en Belgique? Ces gens ne fuient pas pour leur vie, mais pour l'argent. Nous devons réellement apporter une aide, des maisons, une éducation, un accès aux soins de santé, à ceux qui cherchent réellement la paix, et ce dans les pays proches du conflit. Et une fois qu'il n'y aura plus de conflit on les renvoie chez eux. La vraie solution est d'amener la paix en Syrie, en Libye. Nous n'aidons pas ces migrants lorsque nous les encourageons à venir. L'aide c'est dire "restez à la maison, car nous n'allons pas vous accueillir."

Faux Selon la Convention de Genève, les réfugiés sont des personnes qui craignent avec raison d'être persécutées du fait de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un certain groupe social ou de leurs opinions politiques. N'étant pas protégées par leur gouvernement, elles ont donc droit à une "protection internationale" dans des conditions respectant les principes des droits de l'homme. Ainsi, la Convention de Genève n'indique nulle part qu'il faut accorder cette protection à tel ou tel endroit. "Evidemment, s'il y a des endroits sûrs très proches du conflit, c'est là qu'on va essayer de les abriter. Mais presque la moitié de la population du Liban est composée de réfugiés et la Turquie accueille 2,2 millions de personnes, pour 74,9 millions d'habitants", souligne Marco Martiniello.

Depuis le début du conflit syrien en 2011, plus de 250 000 personnes ont péri. En octobre dernier, Peter Salama, directeur régional de l'Unicef pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, nous confiait que la situation en Syrie, et même celle dans les camps de réfugiés proches du conflit, est "proche de l'enfer". Difficile donc, dans ces conditions, de demander à toute une population de "rester à la maison".

Suite sur la page suivante

"Nous ne voulons pas que nos femmes soient contraintes de porter la burqa dans la rue, comme dans les pays musulmans."

LASZLO SZABO

Il s'agit là d'une des craintes évoquées par le vice-ministre hongrois face à l'arrivée des réfugiés. Il est pourtant difficile d'envisager un scénario où cela serait possible. D'autant que la majorité des pays musulmans (dont le plus grand, l'Indonésie) n'impose pas la burqa aux femmes.

Pourquoi observe-t-on aujourd'hui cette fracture entre l'ouest et l'est de l'Europe sur la question des réfugiés ?

Sa réponse "Nous ne nous posons pas les mêmes questions. L'Allemagne a besoin de main-d'œuvre, raison pour laquelle elle est en faveur de l'accueil des réfugiés. Cette position permet aux Allemands en plus d'avoir une image de "gentils". Mais la conséquence de cela est qu'ils forcent tous les autres pays européens à les suivre. Ce n'est pas comme ça que ça fonctionne. S'ils veulent recruter des techniciens, des peintres, qu'ils aillent en Syrie les prendre."

Vrai Selon l'Institut Prognos, l'Allemagne serait confrontée à une pénurie de 1,8 million de personnes en 2020, tous secteurs confondus, et de 3,9 millions à l'horizon 2040, en raison du vieillissement de la population. L'arrivée de nouvelles forces vives pourrait donc permettre au pays de pallier ce problème. "On peut se poser des questions sur les tournants et les retournements dans la politique allemande. Le discours tenu à l'égard de la Grèce était parfois à la limite du racisme. Ensuite, il y a eu cette ouverture envers les demandeurs d'asile, suivie d'une fermeture. Il est clair que l'Allemagne a vu dans cette situation à un moyen de renforcer encore son économie et d'asseoir son image", explique Marco Martiniello.

Reste que, de manière générale, toutes les études s'accordent pour dire que les migrants apportent plus qu'ils ne coûtent à l'économie du pays d'accueil. Cela pourrait donc également être le cas pour la Hongrie. Mais ce débat sur l'apport économique des migrants ne doit pas faire de l'ombre à l'enjeu premier qui est d'accorder une protection aux réfugiés, au sens de la Convention de Genève. "On ne peut pas conditionner l'accueil des réfugiés à leur apport économique futur", ajoute M. Martiniello.

Que répondez-vous à ceux qui rappellent que les réfugiés hongrois ont été accueillis par les pays européens dans les années 60 et vous reprochent donc de ne pas rendre la pareille aujourd'hui ?

Sa réponse "Je suis très heureux que vous ayez posé cette question. Quand les Hongrois ont traversé les frontières illégalement, les pays européens les ont mis dans des camps fermés qu'ils ne pouvaient pas quitter, parfois pendant des années. Ils ont coopéré avec les autorités, ils ont révélé leur vraie identité. Une fois qu'un pays comme la Belgique a décidé d'en prendre, elle a eu l'occasion de choisir ceux qu'elle voulait. Les migrants d'aujourd'hui n'acceptent pas ça."

Vrai En octobre 1956, près de 200 000 Hongrois passaient librement la frontière autrichienne, fuyant l'écrasement de leur révolution par les chars russes. Entre octobre 1956 et mars 1957, 170 822 réfugiés hongrois se sont rendus en Autriche. Le pays fut donc contraint d'ouvrir en urgence des camps alors que les particuliers, les églises et les écoles se mobilisaient pour assurer leur accueil.

... et faux "Il est vrai que, dans ces pays, ils ont été mis dans des camps. Mais ce n'étaient pas des prisons, mais bien des camps qui avaient pour objectif de les protéger", déclare M. Martiniello, qui rappelle d'ailleurs que ces événements ont eu lieu sept ans à peine après la Convention de Genève. "En 1956", rappelait en septembre le Haut-commissaire aux réfugiés de l'Onu, Antonio Guterres, "il n'y avait pas de Schengen, même pas le traité de Rome sur le fonctionnement de l'Union européenne. Mais, au final, 180 000 Hongrois ont été relocalisés à partir de l'Autriche et de la Yougoslavie vers 37 pays différents. Et les premiers 100 000 l'ont été en moins de dix semaines". Et ce, grâce à une politique de "quotas" d'accueil, établie sous l'égide du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes.

L'islamophobie aiguë de M. Fico

Slovaquie Le Premier ministre déclare vouloir "surveiller chaque musulman".

Blaise Gauquelin
Envoyé spécial à Bratislava

Dans la foulée des attentats de Paris, le Premier ministre slovaque a décidé de "surveiller chaque musulman du pays". Tous de potentiels terroristes, selon ce social-démocrate (Smer-SD), un certain Robert Fico. En campagne pour sa réélection, il ne cesse de taper sur l'islam. Et plus il tape fort, plus il grimpe dans les sondages de ces contrées viscéralement chrétiennes. Pour lui, migrants et musulmans, c'est la même chose. D'ailleurs, fin décembre, il a déposé une plainte contre les quotas de réfugiés devant la Cour de justice de l'Union européenne. Robert Fico ne veut pas entendre parler de 2 500 demandeurs

d'asile syriens ou érythréens. Leur arrivée constituerait une invasion, imposée par Bruxelles, dont il entend "protéger" les Slovaques. Pour les élections, il a d'ailleurs fait de ce "besoin de protection" son principal slogan.

La Slovaquie est l'un des pays d'Europe comptant le moins d'étrangers: 1 % environ de sa population. C'est aussi l'un des seuls, dans l'UE, à ne pas reconnaître officiellement l'islam. Il y a une dizaine d'années, Robert Fico, qui était déjà au pouvoir en coalition avec deux partis nationalistes, a fait passer une loi taillée sur mesure pour empêcher toute sécularisation de musulmans dans le pays: il faudrait 20 000 pratiquants pour que l'islam ait pignon sur rue, alors que selon le dernier recensement officiel, seuls 2 500 musulmans vivaient en Slovaquie, un pays de seulement 5,5 millions d'habitants.

"Climat malsain"

"Evidemment, le pays n'a pas les moyens de fliquer des milliers de per-

sonnes", balaie la politologue Katarina Pevna, de l'Université Comenius de Bratislava. "C'est un effet d'annonce qui instaure un climat malsain. Les musulmans se replient sur eux-mêmes. Désormais, ils ont peur." Pour la plupart, les musulmans qui habitent ici sont

des descendants de Bosniaques, venus s'installer en Slovaquie du temps de l'empire austro-hongrois. Mais il y a aussi quelques Irakiens et des Libyens, bénéficiaires des échanges universitaires entre républiques socialistes. La communauté est disparate. Elle est aussi très largement sécularisée. Tout récemment, un premier imam salafiste palestinien a débarqué. Il inquiète les autorités. De riches familles du Golfe rachètent les villas de la station thermale chic de Trencianske Teplice. La classe politique les regarde aussi d'un mauvais œil. Quitte à mettre maintenant tous les musulmans dans le même sac.

"La crise des migrants, finalement, c'est du pain bénit pour le pouvoir", analyse la sociologue Olga Gyarfasova. "Le dépôt de cette plainte a fait

consensus au Parlement, l'immense majorité des électeurs la soutiennent. Comme le pays n'a pas encore accueilli un seul migrant, Fico n'a aucun problème concret à résoudre. Ce serait beaucoup plus difficile pour lui de devoir s'atteler à l'intégration des Roms ou à la réforme scolaire."

L'initiative d'une association catholique, qui voulait accueillir des chrétiens d'Orient dans des familles de

bénévoles, a aussi été sabordée. "Le gouvernement ne veut pas que la presse puisse s'emparer d'un exemple positif qui pourrait relancer le débat", affirme la chercheuse.

Constructions politiques postsoviétiques

La Slovaquie doit prendre la présidence tournante de l'Union européenne, dès juillet. Mais le groupe socialiste au Parlement européen, qui pourrait lancer une procédure de suspension des députés slovaques, reste paralysé.

Son président, Sergueï Stanichev, est Bulgare. Selon plusieurs députés

européens, il ne veut pas déstabiliser les constructions politiques postsoviétiques encore fragiles à l'Est en déclarant la guerre à l'un des rares chefs de gouvernements de gauche dans une région qui tourne désormais ostensiblement le dos aux institutions. "Le Smer-SD est un parti social-démocrate fait pour un pays catholique et conservateur", a d'ailleurs récemment analysé avec un brin d'ironie dans la presse le ministre slovaque de la Culture, Marek Madaric.

© "Libération"

"C'est un effet d'annonce qui instaure un climat malsain. Les musulmans se replient sur eux-mêmes. Désormais, ils ont peur."

KATARINA PEVNA
Politologue à l'Université Comenius de Bratislava.

L'eldorado nordique se ferme aux migrants

Suède Les pays nordiques multiplient les mesures pour limiter l'arrivée de réfugiés.

Slim Allagui

Correspondant en Europe du Nord

Les pays nordiques, avec en tête la Suède, considérés comme un eldorado pour les réfugiés, se ferment de plus en plus aux demandeurs d'asile. Le seuil limite a été atteint selon Stockholm, Copenhague, Oslo et Helsinki. Ces derniers baissent les bras face à un afflux incessant de migrants depuis septembre dernier, date des premières vagues des réfugiés déferlant depuis l'Allemagne vers le nord de l'Europe, avec comme destination de prédilection le royaume suédois, perçu comme le plus accueillant.

Mais la Suède tant convoitée et fière d'être une "superpuissance humanitaire", a été rattrapée par la réalité face au flot ininterrompu de migrants à ses frontières. Plus de 160 000 migrants sont arrivés sur son territoire en 2015,

et plus encore afflueront en 2016 d'après les prévisions, faisant de la Suède le pays avec le plus grand nombre de réfugiés per capita en Europe.

En dépit des appels répétés à la solidarité du gouvernement social-démocrate suédois aux autres Etats de l'UE, et des annonces pour décourager les demandeurs d'asile de rejoindre "leur terre promise", les réfugiés continuaient d'affluer à ses frontières, venant notamment du Danemark voisin.

Contrôles à la frontière avec le Danemark

"Nous n'avions pas le choix", a reconnu le ministre suédois de la Justice et des migrations Morgan Johansson, pour expliquer la décision de rétablir le contrôle systématique des frontières maritimes et terrestres avec le Danemark voisin, à partir de ce lundi à 00h01. "Ce contrôle ne menace pas le droit d'asile. Il ne s'agit pas de refouler les réfugiés vers les pays en guerre, mais de les amener à demander l'asile dans d'autres pays européens", explique M. Johansson.

Le Danemark voisin, critiqué par Stockholm de s'être transformé en pays de transit des migrants vers la

Suède, a vite fait de réagir, en instaurant lundi à midi le contrôle provisoire à ses frontières maritimes et terrestres avec l'Allemagne. Justifiant sa décision à la Commission européenne, le Premier ministre libéral Lars Løkke Rasmussen a expliqué que son pays n'a jamais enregistré "une si forte pression migratoire". "Au cours de 2015, plus de 91 000 migrants sont arrivés au Danemark, dont plus de 21 000 y ont demandé l'asile", les autres ayant rejoint en premier lieu la Suède, mais également la Norvège et la Finlande, a-t-il constaté.

La Finlande exige des visas aux réfugiés

Les autres voisins norvégiens et finlandais ont déjà rétabli le contrôle provisoire de leurs frontières. A Oslo, le gouvernement de droite prépare une série de mesures "les plus restrictives d'Europe" dans un pays qui a reçu quelque 35 000 réfugiés en 2015, soit trois fois plus que l'année précédente.

Et en Finlande, pays nordique le moins accueillant, le gouvernement

exige maintenant que les réfugiés voulant embarquer au port allemand de Travemünde vers Helsinki aient des visas pour monter à bord des ferries reliant les deux villes. Cette décision met de facto un terme à l'arrivée des demandeurs d'asile, qui empruntaient en grand nombre cette liaison maritime pour rejoindre la Finlande.

Suite à la décision suédoise, le Danemark risquait de se retrouver avec des milliers de migrants en situation irrégulière, ce qui menacerait l'ordre public

selon Copenhague, dès lors obligée de suivre le mouvement. "Mais les réfugiés pourront toujours demander l'asile en arrivant aux frontières danoises", a assuré le chef du gouvernement libéral.

Soutenu par une large majorité au Parlement, y compris de l'opposition social-démocrate, ce dernier est cependant déterminé à rendre le royaume moins attractif aux réfugiés. Il appelle en revanche l'UE à trouver "une solution commune" à cette crise migratoire qui ébranle l'Europe.

160 000

MIGRANTS
sont arrivés en Suède
en 2015.